

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9014>

Nouvelles plaintes contre l'ex-patron des RG

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : samedi 18 octobre 2008

Spyworld Actu

Les plaintes contre l'ex-patron des Renseignements généraux risquent fort de s'accumuler. Des extraits des carnets secrets d'Yves Bertrand ont été publiés dans la presse. Conséquence : Nicolas Sarkozy a déposé plainte jeudi. Le socialiste Arnaud Montebourg a annoncé samedi qu'il le fera très rapidement, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Un geste qui pourrait être imité par d'autres personnalités. Comme Lionel Jospin. L'ancien Premier ministre socialiste a qualifié vendredi Yves Bertrand d'"indélicat" et "nuisible", assurant qu'il a été longtemps protégé par Jacques Chirac. Yves Bertrand, lui, s'est présenté samedi comme une "victime".

Nicolas Sarkozy a ouvert la voie en portant plainte contre l'ancien directeur des RG. Notamment pour dénonciation calomnieuse. La plainte vise également les chefs de faux et d'usage, de recel et d'atteinte à l'intimité de la vie privée. Couvrant une période 1998-2003, les carnets de l'ancien patron des RG ont été saisis lors d'une perquisition au domicile d'Yves Bertrand dans le cadre de l'enquête judiciaire sur l'affaire Clearstream. L'hebdomadaire Le Point a publié le 8 octobre des extraits de ces 23 carnets qui fourmillent "d'indiscrétions" et de détails sur des affaires politico-financières récentes, la vie privée et publique du Tout-Paris et des hommes politiques.

Samedi, au tour d'Arnaud Montebourg d'annoncer qu'il aller porter plainte contre Yves Bertrand très rapidement. Et de dénoncer des "manipulations de basse police". Le socialiste se réfère à des notations des carnets manuscrits d'Yves Bertrand évoquées samedi dans Libération et qui le mettent nommément en cause. Ces publications "montrent que le pouvoir de l'époque paraît avoir eu recours à des manipulations de basse police comme instruments de discrédit et de mise en cause de responsables politiques, opposants du pouvoir chiraquien, dans le but d'attenter à leur honneur", selon Arnaud Montebourg. Il rappelle avoir "tenté, de bon droit et à juste titre, de mettre le Président de la République Jacques Chirac devant ses responsabilités judiciaires".

"M. Pasqua joindra sa plainte aux plaintes déjà déposées si une enquête préliminaire est ouverte, soit il déposera plainte en son nom, dans le courant de la semaine prochaine", a également annoncé Me Forster, l'avocat de l'ancien ministre de l'Intérieur.

D'autres personnalités pourraient aussi porter plainte. Comme Lionel Jospin, qui "se réserve tous moyens de droit à tout moment". L'ex-Premier ministre PS a qualifié vendredi Yves Bertrand, d'"indélicat" et "nuisible", assurant qu'il a été longtemps protégé par Jacques Chirac. "Je pense qu'il y a eu volonté de malveillance à mon égard", répond Lionel Jospin lorsqu'on lui demande si on devait attribuer à Yves Bertrand la divulgation de son passé trotskiste. "On a cherché à me nuire quand, par exemple, on a raconté des mensonges scandaleux sur la façon dont j'ai acquis ma petite maison de l'île de Ré", a-t-il poursuivi sur LCI. Le directeur des RG de 1995 à 2007 "a passé beaucoup de temps à noter et sans doute propager des ragots, des malveillances sur toutes sortes de personnalités d'un Etat qu'il était censé servir", selon l'ancien chef de gouvernement. Pour lui, "dans un poste sensible comme les Renseignements généraux, il n'est pas souhaitable qu'un directeur reste aussi longtemps en fonction. Une rotation est nécessaire".

Lionel Jospin a contredit les explications fournies par Dominique de Villepin, sur la fréquence des rendez-vous qu'il avait eus comme secrétaire général de l'Elysée à l'époque, avec Yves Bertrand. A Dominique de Villepin arguant d'un manque d'information de l'Elysée en période de cohabitation, Lionel Jospin a répliqué : "grossière déformation de la réalité !". "Le président de la République recevait et a reçu entre 1997 et 2002 toutes les informations nécessaires à l'exercice de sa fonction", a assuré celui qui a été son Premier ministre de 1997 à 2002. "Toutes les informations étaient à la disposition de Jacques Chirac", a-t-il insisté. "Dès la première semaine de cohabitation, il a été acté que toutes les notes des services et notamment des renseignements généraux, seraient diffusées

parallèlement et simultanément à l'Elysée et à Matignon".

Une victime. C'est ainsi que se présente l'ancien patron des Renseignements généraux, après la révélation du contenu de ses "carnets secrets". Yves Bertrand a annoncé samedi avoir pris un avocat pour mettre au point "la semaine prochaine une stratégie de défense". Il a ajouté avoir d'ores et déjà demandé la "restitution" de ses carnets "qui ont été saisis par la justice et qui étaient sous sa responsabilité car ils sont en théorie sous scellés judiciaires". "On m'a volé mes carnets", a-t-il fait valoir, "ils étaient sous la garde de la justice et ils se retrouvent étalés sur la place publique". Il y a trois mois, a-t-il encore affirmé, "j'avais demandé par voie judiciaire la restitution de mes carnets, ce qui m'a été refusé par ordonnance". Je "vais le redemander", a-t-il dit, n'écartant pas également de déposer plainte la semaine prochaine pour "violation et recel de violation du secret de l'instruction".

Post-scriptum :

[http://www.europe1.fr/Info/Actualit...\)/173294](http://www.europe1.fr/Info/Actualit...)/173294)